

Avenir de l'UEO : un rôle clé pour les pays non alignés?

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **141 (1996)**

Heft 8

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

9. Instaurer un nouveau style de direction et de relation avec les collaborateurs : *management commitment* et *employee involvement*.

10. Etre crédible et cohérent en paroles comme en actes.

On le voit et on le sent : dans un style direct, éloigné de tout jargon pseudo-scientifique, ce livre offre une vision claire de l'acte de conduire, basée sur le respect de l'autre, et ouverte sur la réalité globale des rapports. Il fait penser à ce

mot du commandant de corps Robert Frick : « Commander est aussi un acte d'amour. »

J.J. R.

Avenir de l'UEO : un rôle clé pour les pays non alignés ?

Les relations futures de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) avec l'Union européenne (UE) et l'OTAN ont été au centre de plusieurs discussions au début du mois de mai. Les secrétaires généraux de l'UEO et de l'OTAN ont signé un accord aux termes duquel les deux organisations entendent collaborer plus étroitement. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de 10 Etats membres et de 17 pays associés et observateurs ont abordé la question du rôle futur de l'UEO pour la politique de sécurité.

Au début de l'année déjà, des commissions de l'UEO ont tenté de répondre aux questions sur l'organisation de la sécurité de l'Europe sous l'angle de la politique et de la défense. Entre-temps, les difficultés de conduire un débat stratégique clair sur l'avenir de l'organisation semblent être devenues toujours plus grandes en raison de l'appartenance plus ou moins étroite à des alliances selon les pays. Ce sont avant tout l'Allemagne et la France qui plaident pour un renforcement de l'identité européenne de défense – des intérêts dans le domaine de la politique d'armement n'y sont pas étrangers (développement de capacités propres de transport aérien et de techniques en matière de satellites). A l'inverse, l'Islande, la Norvège et la Turquie (membres de l'OTAN et membres associés de l'UEO) prennent leurs distances – avec l'appui de la Grande-Bretagne et du Portugal – par rapport à une future intégration complète dans l'UE. En tant que partenaires associés, les Etats d'Europe de l'Est sont susceptibles de se rallier aux deux options, étant donné qu'ils misent sur la double stratégie d'une adhésion à l'UE et/ou à l'OTAN. Pays observateurs, la Finlande, l'Irlande, l'Autriche et la Suède n'approuveraient un rapprochement avec l'UE que sous réserve du respect inconditionnel de leur statut de non-appartenance à une alliance.

Dans cette situation bloquée, il n'est pas impossible que précisément ces pays réussissent à faire passer leur idée de donner avant tout à l'UEO une vocation de promotion de la paix (opérations de maintien de la paix, aide en cas de catastrophes, etc.). Comme le soulignait une contribution d'un participant finlandais, le statut d'observateur à l'UEO choisi par les membres non alignés de l'UE « n'est nullement révélateur d'un désir d'être passifs. Les méthodes de travail de l'UEO permettent même à des observateurs de participer activement à la conception de la nouvelle architecture de sécurité en Europe. »

Office central de la défense, *Situation et évolution*, N° 85, 15 mai 1996.